

Microsoft Office 2007 sold e pour lutte antipiratage

Suite Bureautique

Post  par : JerryG

Publiée le : 23/9/2008 15:00:00

Dans la lutte contre le piratage de ses applications, **Microsoft** a joué de la carotte et du béton avec plus ou moins de succès, cette fois-ci le Géant des logiciels frappe les pirates là où l sa fait mal, le portefeuille, ainsi **la suite Office 2007 sera-t-elle vendue avec un escompte de 70 %**.

La Chine qui bafoue tout, tient le haut du panier des nations dont le sport national demeure le piratage, l'éducation, la sensibilisation et la répression n'ont donné que des résultats mitigés, alors Microsoft sort son arme ultime, le prix, ainsi la suite bureautique Microsoft Office ne coûtera que quelques dollars.



On le sait, le piratage (**CD - DVD - Logiciels - etc.**) génère une concurrence déloyale avec les vrais produits sans compter que les copies pirates contiennent des bugs et des virus.

Sur les marchés de Pékin on trouve des versions de Microsoft Office 2007 pour le prix d'un bol de sauterelles grillées ou d'une cuisse de chien rôti, soit **1.50** dollar en comparaison du prix de vente de la suite de Microsoft qui s'échange contre **102** dollars.

Pour endiguer le piratage en Chine, Microsoft frappe donc au porte-monnaie des vauriens, ainsi de 102 dollars à la vente Office 2007 va coûter **29** dollars, de quoi selon le Redmondien faire baisser le piratage des logiciels qui au pays de l'Empire du Milieu représente **80 %** des logiciels utilisés.

Bien que des accords aient été signés entre Microsoft et le président chinois, la lutte contre le piratage n'aurait rapport  que **164** millions de revenus supplémentaires à Microsoft, soit une goutte d'eau dans l'océan.

Cette mesure drastique de Microsoft portera-t-elle ses fruits, pas évident de l'affirmer, mais à défaut d'utiliser un logiciel contrefait ou une copie, autant acquérir un original qui lui assure une garantie de fiabilité et de service.

Quant aux alternatives d'Office qui elles sont gratuites, elles ne trouvent pas preneurs et restent condamnées à demeurer des alternatives non utilisées.